Au cœur de la réforme économique, la réforme des sociétés du secteur public des affaires

Mahmūd Salem

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/401>

DOI : 10.4000/ema.401

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1995

Pagination : 162-165

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Mahmūd Salem, « Au cœur de la réforme économique, la réforme des sociétés du secteur public des affaires », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 21 | 1995, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/401> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.401>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Au cœur de la réforme économique, la réforme des sociétés du secteur public des affaires

Mahmûd Salem

- 1 Le programme d'ajustement structurel de l'économie égyptienne conclu avec les institutions internationales a pour objectif la stabilité économique et sociale. Il vise à débarrasser l'économie nationale des obstacles à la mise en valeur de toutes les énergies de la société. Progressif, pour des considérations sociales autant qu'économiques, ce programme comporte deux volets : le premier, monétaire et financier, concourt depuis 1987 à rétablir l'équilibre économique par le contrôle de la demande globale; le deuxième tend à promouvoir l'offre en augmentant la production et la productivité des biens et services grâce à la réforme des cadres législatifs, organisationnels et administratifs.

Les mesures financières et monétaires

- 2 Les mesures financières donnent la priorité au contrôle du déficit chronique du budget de l'État. Ce dernier était financé par des emprunts bancaires sans contrepartie d'épargne réelle, augmentant plus rapidement que le PIB. Absorbant l'épargne au détriment de l'investissement des entreprises, provoquant la hausse du taux d'intérêt et le rendant supérieur au taux de profit, le déficit budgétaire faisait obstacle à la relance économique. Dans ce contexte, la réforme financière a permis de rendre la croissance du déficit budgétaire moins rapide que celle du PIB et de faire tomber sa part dans ce dernier de 26% en 1987/88 à 18,8% en 1988/89, puis à 17,3% en 1990/91 et enfin à 3,6% en 1992/93. Elle devait atteindre 2,6% en 1993/94. Entre ces deux dernières années, le déficit budgétaire est ainsi passé de 4,8 à 3,8 milliards de livres égyptiennes (LE). Sa résorption complète, objectif prioritaire du programme d'ajustement, ne se fera pas au détriment des services de base et de l'action sociale de l'État, Elle sera financée par de nouvelles recettes et par la suppression des aides aux entreprises publiques, rendues capables de s'autofinancer grâce à leur restructuration économique et financière.

- 3 Par ailleurs, les politiques de réforme monétaire ont commencé à porter leurs fruits. Depuis leur libéralisation en janvier 1991, les taux d'intérêts réels redevenus positifs ont permis l'augmentation et la dédollarisation de l'épargne locale. Ils ont contribué également à la stabilisation du cours de la livre égyptienne vis-à-vis du dollar, par la libéralisation complète des changes et l'unification des différents taux de change en octobre 1991. Les restrictions à l'octroi du crédit à certains secteurs ont été levées tandis que les intérêts étaient plafonnés au niveau minimal nécessaire à la collecte de l'épargne nationale. La croissance de la masse monétaire a été limitée à 12% pour l'année 1993/94, de façon à permettre une croissance de 2% et une réduction de l'inflation à 9,5%. A titre de comparaison, l'inflation s'élevait en moyenne annuelle à 22% entre 1985 et 1990.
- 4 Il est vrai que le succès de la réforme monétaire a été facilité par le rééchelonnement et les remises de la dette extérieure de l'Égypte, les financements exceptionnels reçus après la guerre du Golfe et l'absorption de l'excès d'épargne par des bons du Trésor à taux élevés; mais il est imputable également aux réformes structurelles, engagées conjointement aux réformes monétaires : restructuration des sociétés publiques et amélioration des performances de l'ensemble de l'activité économique, augmentation de la production de biens et de services, libéralisation de l'investissement et des échanges, réforme des prix et stimulation des marchés monétaires.

Les réformes structurelles globales

- 5 Les réformes structurelles, qui constituent le deuxième volet de la réforme économique, s'articulent autour de quatre axes principaux :
- décentraliser la gestion financière des entreprises publiques pour développer leur autonomie, accroître leur capacité d'autofinancement, augmenter leur production et leur productivité et leur permettre d'élargir et de moderniser leur activité, dans un climat de liberté et de compétitivité;
 - rendre aux prix libéralisés leur fonction de régulateur de l'offre et de la demande, de l'investissement et de la consommation. La gestion antérieure des prix par l'État, qui limitait à l'extrême les incitations par le taux de profit et les salaires, avait en effet conduit à la hausse de la consommation aux dépens de l'investissement, à la hausse de l'inflation ainsi qu'à l'aggravation des déficits de l'État et des entreprises, empêchant toute rénovation et modernisation;
 - offrir le cadre législatif et juridique propice à la promotion de l'investissement privé, libre et compétitif, en imitant les secteurs réservés à des critères bien définis; libéraliser le commerce extérieur pour stimuler les exportations, en supprimant ou en assouplissant les mesures qui entravaient les échanges extérieurs et la ratification de l'accord du GATT;
 - recourir aux marchés monétaires pour rétablir l'équilibre financier des sociétés publiques; augmenter la part du secteur privé dans leur capital afin de leur permettre d'achever leur modernisation.
- 6 Le plan quinquennal (1992/93 à 1996-97) prévoit que les investissements privés et publics s'élèveront respectivement à 65 et 50 milliards LE. L'investissement public sera financé par le marché monétaire et par la privatisation. L'objectif du plan est d'augmenter la part des secteurs public et privé réunis dans la production et dans le PIB. Entre 1991/92 et 1996-97, la première proportion devrait passer de 59,4% à 64,8% et la seconde de 59,8% à 64,7%. Afin de réaliser cet objectif, la loi 95 réglementant le marché des capitaux a été promulguée en 1992. Elle vise à permettre le placement optimal de l'épargne, organise les sociétés de courtage et les fonds d'investissement,

autorise la création de Bourses privées, offre des avantages supplémentaires à l'acquisition des titres financiers existants et crée de nouveaux titres.

La réforme des sociétés publiques

- 7 Pierre angulaire de l'industrie égyptienne, les 315 entreprises publiques ont été regroupées en 17 sociétés holding. Sociétés anonymes égyptiennes inscrites au registre du commerce et à la Bourse, elles relèvent de la juridiction du droit privé depuis la promulgation de la loi 203 de 1991. La loi 203 offre le cadre institutionnel permettant aux entreprises publiques de contribuer à l'accroissement de la production, de la plus-value et des salaires. Elle les autorise à employer les mêmes méthodes de gestion que celles pratiquées par les entreprises privées, afin de leur permettre de réaliser les objectifs économiques qui leur ont été assignés. Elle dote les cadres dirigeants, liés à l'État-propriétaire par une relation contractuelle et non plus hiérarchique, des mêmes libertés et responsabilités que celles dont jouissent les cadres du secteur privé. Elle limite le contrôle des entreprises, à un seul organisme, représentant l'État-propriétaire, capable de prévenir les erreurs graves et la corruption. Elle vise à restaurer la capacité d'autofinancement des sociétés publiques qui, après avoir vu leur budget séparé de celui de l'État, ont été autorisées à céder une partie de leurs actifs.
- 8 Les sociétés publiques ont d'énormes potentialités. En effet, la valeur marchande de leurs investissements est estimée à plus du double de la valeur comptable de ces derniers, elle-même évaluée à 88 milliards LE au 30/6/93. La valeur de leur production s'élève à 47,5 milliards LE et représente 81% de la production nationale de biens et de services. Leurs résultats sont toutefois très modestes et leurs indicateurs financiers sans rapport ni avec leurs possibilités, ni avec le volume de leur stock et de leurs dépenses annuelles d'investissement. En effet, les profits cumulés n'atteignent en 1991/92, que 2,3 milliards LE, soit 2.6% des fonds investis, et le profit net plafonne à 129 millions LE seulement.
- 9 De 1974 à 1992, les sociétés publiques ont également contribué, à hauteur de 10 milliards LE, au financement des 82,1 milliards LE de capital de 262 sociétés privées mixtes régies par la loi 230 de 1989. Ayant des performances économiques très médiocres, ces entreprises conjointes sont sujettes à restructurations.
- 10 Le gouvernement étudie aujourd'hui la situation de chaque société publique ou mixte, tant du point de vue de sa production et de ses structures financières que de l'organisation du travail, du contrôle technique, du comportement des employés et de la compétence des cadres. Leur modernisation englobe l'amélioration de la production, l'accroissement du volume des exportations et l'augmentation de la rentabilité, ainsi que la mise en place de méthodes d'évaluation et de suivi mensuel par les sociétés holding.
- 11 La restructuration des sociétés publiques exige un effort exceptionnel et suivi, un soutien inconditionnel ainsi qu'une ouverture d'esprit permettant de tirer profit de toutes les compétences, locales ou étrangères. Elle s'accompagne d'un vaste programme de privatisation qui comprend, d'une part, la vente de la totalité du capital d'un certain nombre de sociétés afin de dégager les ressources nécessaires à la restructuration des sociétés en difficulté, et, d'autre part, la cession au public, partielle et progressive, d'actifs d'autres établissements en fonction de la capacité d'absorption du marché, de façon à ce que ce soit l'épargne nationale qui finance la modernisation des entreprises existantes.

- 12 Le choix des sociétés offertes à la privatisation est soumis à un certain nombre de conditions. Tout d'abord, la situation générale de l'établissement devra être propice à la venue de nouveaux actionnaires; le capital de l'entreprise devra être constitué d'actions susceptibles de trouver des acheteurs, au prix estimé par les différentes expertises. Ensuite, les acheteurs potentiels devront prouver leur capacité à financer la modernisation et le développement de l'entreprise, à augmenter ses capacités de production et à créer des emplois. De plus, l'activité de l'entreprise devra être poursuivie, la main-d'œuvre conservée et les employés en surnombre réaffectés, grâce à l'extension des activités existantes ou l'ajout d'activités complémentaires. Enfin, la coopération avec les multinationales, capables à la fois de fournir des financements et d'apporter de nouvelles technologies autrement inaccessibles, de développer les exportations et d'accroître la qualification et les salaires des employés, sera privilégiée.
- 13 *Traduit de l'arabe par Mona Niazi*
-

INDEX

Mots-clés : secteur public

AUTEUR

MAHMÛD SALEM

Ministère du Secteur public des affaires